



Alexis de Barbezieux et la question ouvrière au tournant du XX^e siècle

Alexis de Barbezieux and the Labour Question at the Turn of the 20th century

Gilles Gallichan

Number 77, 2023–2024

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1099194ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1099194ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gallichan, G. (2023). Alexis de Barbezieux et la question ouvrière au tournant du XX^e siècle. *Les Cahiers des Dix*, (77), 113–148.
<https://doi.org/10.7202/1099194ar>

Article abstract

Father Alexis de Barbezieux, capuchin, born Georges Derouziers (1854-1941), was one of the first propagators in French Canada of the social doctrine of the Church, inaugurated by the encyclical of Pope Leo XIII, *Rerum novarum* (1891). Sensitive to the realities of the workers, he gave conferences and preached in many parishes to popularize the thought of the Church and support the action of the workers. Appointed chaplain to the Catholic unions of Quebec in 1902, he acted for 12 years as a mediator and adviser, always with tact and diplomacy. With the experience of a rich and astonishing life, he contributed to opening up the Catholic Church to a certain modernity at the beginning of the 20th century.

Alexis de Barbezieux et la question ouvrière au tournant du XX^e siècle

GILLES GALLICHAN

Selon l'historiographie, le Canada français du XIX^e siècle n'a que lentement considéré l'ampleur de la question sociale ouvrière et celle de l'action syndicale des travailleurs. Pourtant, à cette époque, la révolution industrielle est bien à l'œuvre. Le capital américain exploite les ressources naturelles du pays et dépasse désormais les investissements britanniques. Le secteur secondaire progresse, en particulier dans l'industrie légère, qui profite d'une main-d'œuvre souvent docile et bon marché. La machine à vapeur, les chemins de fer et l'électricité transforment la géographie industrielle du Canada. Le nombre d'ouvriers augmente sans cesse dans les usines et les manufactures. Néanmoins, vers 1890, l'agriculture, la colonisation des nouveaux territoires et l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis occupent davantage l'attention des gouvernements, du clergé et des élites du Québec de l'époque¹.

1. Voir notamment Pierre SAVARD, « La réception de *Rerum novarum* dans un sol mal préparé : le Canada français », dans « *Rerum novarum* ». *Écriture, contenu et réception d'une encyclique*, Rome, École française de Rome, 1997, p. 411-412. Ce n'est qu'en 1907 que le gouvernement du Québec crée un ministère du Travail associé à celui des Travaux publics. Le ministère du Travail ne devient autonome qu'en 1931.

Malgré ce manque d'intérêt pour les questions sociales dans un Québec encore très catholique et ultramontain, la parution, en mai 1891, de l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII sur la condition des ouvriers ne passe pas totalement inaperçue. Notamment, deux religieux d'origine française, l'oblat François-Charles Gohiet (1861-1917) et le capucin Alexis de Barbezieux (1854-1941) en font connaître le sens aux catholiques du Québec à travers des conférences, des publications et des sermons et ils préparent les esprits aux changements économiques et sociaux déjà en cours.

À l'église Saint-Sauveur de Québec, un an après la parution du texte pontifical, le père Gohiet o.m.i., professeur de philosophie à l'Université d'Ottawa, offre au public des conférences très appréciées sur les problèmes ouvriers. Ses six conférences sur l'encyclique, livrées à l'été de 1892, connaissent un succès qui justifie leur publication². Quant au père Alexis, dès l'automne 1891, devant les ouvriers d'Ottawa, il donne des conférences et prononce des sermons sur *Rerum novarum*, lesquels atteignent une grande audience et sont également reçus favorablement par le public et par l'épiscopat.

Il développe
dans ce milieu
une conscience
sociale
s'impliquant
auprès des
pauvres
travailleurs et
des esclaves.

2. François-Charles GOHIET, *Conférences sur la question ouvrière données à l'église Saint-Sauveur de Québec [...]*, Québec, Leclerc & Roy, 1892, 188 p. Voir aussi « Les conférences du P. Gohiet », *Le Courrier du Canada*, 17 novembre 1892, p. 2.

C'est au parcours et à la pensée de ce dernier et à son engagement direct comme aumônier syndical à Québec pendant douze ans que nous nous arrêtons essentiellement dans le cadre de cet article.

Le père Alexis, un destin singulier

Alexis de Barbezieux, capucin français, historien et grand prédicateur, est un remarquable organisateur, un visionnaire et aussi un des tout premiers spécialistes au Canada de ce qui est appelé la doctrine sociale catholique³. Sa vie connaît des épisodes étonnants qui orientent son action pastorale et son intérêt pour la question ouvrière.

Le père Alexis, de son nom civil Georges Derouzières, naît à Baignes-Sainte-Radegonde, un village situé tout près de Barbezieux, en Charente, le 3 novembre 1854⁴. Au milieu du xix^e siècle, la petite ville fortifiée de Barbezieux compte 3700 habitants et elle en dénombre aujourd'hui à peine 5000. Cette commune se trouve à moins de 100 km de Brouage, la ville de Samuel de Champlain.

Le père de Georges, Arnauld Derouzières (1806-1866), est libraire et sa mère, Adèle Delafaye, est, selon le témoignage de son fils, une femme de modeste condition, mais instruite et d'une grande civilité⁵. La famille compte trois fils et Georges est l'aîné de la fratrie. Il grandit parmi les livres et devient très tôt un grand lecteur des auteurs classiques. Pendant sa jeunesse, il passe des vacances estivales chez un cousin, de six ans son aîné, René de

-
3. L'auteur remercie le généalogiste Marcel Fournier, Stéphane Wimart de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, Maude Leclerc, archiviste de l'Archevêché de Québec, et France Guilbert, archiviste des Capucins du Québec pour leur aide relative à cette recherche. Merci également à Gisèle Gallichan, à Fernand Harvey, à Yvan Lamonde et à Lucie Robert pour leurs relectures du texte, leurs corrections et leurs conseils.
 4. Sur la vie et l'œuvre du père Alexis, on consultera JUSTIN DE MONTAGNAC, *Le Père Alexis de Barbezieux, de l'ordre des Frères mineurs capucins 1854-1941*, Montréal, La Réparation – Pointe-aux-Trembles, 1941, 61 p. ; John M. LENHART, « A Canadian Pioneer : the Late Father Alexis of Barbezieux, o.f.m. cap. », *St. Francis Home Journal*, 1941, p. 205-208 ; Hilaire [ROMPRÉ] DE LA PÉRADE, *Les Capucins au Canada*, Montréal, La Réparation – Pointe-aux-Trembles, 1941, 77 p. ; Gabriel-Marie DUMAS, « Bio-bibliographie du T. R. Père Alexis de Barbezieux, capucin ». *Mémoire de bibliothéconomie*, Québec, Université Laval, 1956, 94 p. ; Godefroy-C. DÉVOST, *Les Capucins francophones du Canada*, Montréal, Éditions de l'Écho, 1993, xii [5], 396 p.
 5. Adèle Delafaye (1824-1877) avait épousé Arnauld Derouzières le 17 novembre 1852, lequel était veuf d'Élisabeth Rogron, décédée le 23 février précédent. Source : Association généalogique de Charente. Merci à Marcel Fournier, historien et généalogiste, pour son aide relative à la famille du père Alexis.

Maulde-La Clavière (1848-1902), qui sera un historien spécialiste des relations diplomatiques, de la Renaissance française et, en particulier, du règne de Louis XII. C'est lui qui a vraisemblablement initié son jeune cousin au travail de recherche et aux méthodes d'histoire.

À la mort d'Arnaud Derouziers, sa veuve, sans grandes ressources, doit placer les trois fils en pension pour aller gagner sa vie. Elle devient gouvernante d'une famille de planteurs à Cuba, qui est encore à cette époque une colonie espagnole. Dans les grandes familles espagnoles fortunées, il est alors de bon ton de s'offrir une gouvernante française pour encadrer et instruire les enfants.

Georges demeure donc pensionnaire en France et fait ses études classiques au Petit Séminaire de Richemont, près de la ville de Cognac. Il songe à devenir prêtre, mais à la fin de ses études, en 1873, il se rend à Cuba pour aider sa mère. À La Havane, il enseigne le français et apprend l'espagnol, il travaille aussi en comptabilité, faisant de la tenue de livres. Puis, il devient gérant d'un bureau de change. On dira même de lui qu'il est, à cette époque, un « homme d'affaires⁶ ».

Il se procure un cheval et, durant ses loisirs, il parcourt et explore l'île de Cuba, curieux de sa nature, de sa faune et de sa géographie physique et humaine. Il développe dans ce milieu une conscience sociale en s'impliquant auprès des pauvres travailleurs et des esclaves⁷. Il s'inspire en cela d'un oncle lazariste⁸ qui avait consacré sa vie aux démunis.

En 1877, sa mère meurt à La Havane. Georges s'occupe d'assurer la poursuite des études de ses jeunes frères demeurés en France. Il songe à rentrer au pays, mais on lui offre le poste de secrétaire à l'ambassade d'Espagne à Washington⁹. Il accepte et se retrouve aux États-Unis, sous la présidence du

6. « La Société historique de l'Outaouais », *Le Droit*, 15 mai 1941, p. 4.

7. À cette époque, l'esclavage n'est pas encore aboli à Cuba. Il est définitivement interdit en 1886, ce qui aiguise la réflexion sociale du jeune Derouziers. Voir ALEXIS DE BARBEZIEUX, « L'esclavage à Cuba en 1875 », *Almanach de l'Action catholique*, 15 (1931), p. 28-33.

8. Les lazaristes, ou la Congrégation de la Mission, est un ordre religieux, fondé en 1625, par saint Vincent de Paul. Ils soutiennent les séminaires et les missions étrangères, en venant en aide aux démunis, suivant l'esprit de « Monsieur Vincent ». Cet oncle religieux est un frère de sa mère.

9. Il travaille à Washington sous les mandats des ambassadeurs Antonio Mantilla de los Rios en poste de 1874 à 1878 et de Felipe Méndez Vigo en poste de 1878 à 1881.



■ Georges Derouzières à 19 ans, en 1873. (Archives provinciales des Capucins)

républicain Rutherford B. Hayes. À cette époque, les plaies de la Guerre de Sécession sont à peine refermées. Les tensions sociales et politiques demeurent vives dans les anciens États confédérés et Georges découvre une Amérique tournée vers sa nouvelle frontière de l'Ouest.

Le poste qu'il occupe n'est pas de tout repos. Les relations diplomatiques sont alors tendues entre Madrid et Washington. Les États-Unis, qui convoitent les ressources de l'île de Cuba, veulent appliquer la doctrine Monroe aux pays de l'Amérique latine et pousser l'Espagne hors du continent. Les États-Unis fomentent des insurrections à Cuba et travaillent à provoquer une guerre qui ferait entrer l'île dans leur zone d'influence¹⁰.

Dans ce contexte hostile et méfiant de part et d'autre, Georges apprend l'art du compromis et de la diplomatie. Il profite de son poste pour voyager et visiter plusieurs villes américaines, utilisant le réseau des chemins de fer, qui s'étend de plus en plus. C'est sans doute à cette époque (vers 1878) qu'il vient une première fois au Canada, découvrant le Québec et sa société marquée du sceau de l'Église catholique et luttant pour sa langue, ses lois et sa survivance.

Jeune, brillant et cultivé, maîtrisant au moins trois langues et très estimé par ses patrons, Georges voit s'ouvrir à lui la possibilité d'une carrière dans le monde diplomatique. Dans le Washington mondain de l'époque, on lui prête, dit-on, beaucoup de succès auprès des dames¹¹. Mais son travail délicat auprès d'agents secrets mêlés à de sombres complots de coulisses ne l'encourage pas à poursuivre dans cette voie¹².

Le désir de revenir à sa vocation religieuse s'impose toujours à lui. En 1879, il rentre en France et s'inscrit en théologie au Séminaire des lazaristes à Angoulême, le grand centre urbain du Poitou. Le 2 juillet 1882, à 27 ans, il est ordonné prêtre par M^{gr} Alexandre-Léopold Sebaux, évêque d'Angoulême.

10. Les tensions aboutiront à la guerre hispano-américaine en 1898.

11. « Un grand deuil », *Bulletin paroissial de Limoilou*, mai 1941, p. 90. On raconte même dans la communauté que le père Alexis laissait courir en souriant la rumeur qu'il aurait, à cette époque, été fiancé.

12. Il a évoqué sommairement son rôle dans ce chapitre de l'histoire. « Nous primes une part, modeste d'ailleurs, à plusieurs ténébreuses affaires et nous constatâmes que les dessous de la politique ne sont pas toujours reluisants. » ALEXIS DE BARBEZIEUX, « Le conflit hispano-américain », *Almanach de l'Action catholique*, 13 (1929), p. 20-22.



■ L'abbé Georges Derouziers en 1885. (Archives provinciales des Capucins)

L'abbé Derouziers devient professeur d'histoire au Collège Saint-Paul d'Angoulême. Il se lie d'amitié avec le penseur et philosophe Georges Fonsegrive (1852-1917), qui deviendra un spécialiste du catholicisme social et de la démocratie moderne. Georges occupe aussi, à cette époque, le poste de vicaire à la cathédrale d'Angoulême.

Il se retrouve de nouveau à une croisée de chemins, pouvant faire carrière dans l'enseignement ou avancer au sein du clergé diocésain ouvert à de belles promotions. Or, une autre voie s'offre à lui. En 1887, il suit une retraite prêchée par deux capucins de Toulouse¹³, les pères Ernest-Marie et Exupère. Leurs talents de prédicateurs leur valent un grand succès. Ces fils de saint François d'Assise savent si bien toucher les cœurs et les âmes que l'abbé Derouziers demande la possibilité de se joindre à leur fraternité. Le 3 décembre 1887, il entre ainsi au noviciat des Capucins, à Manrèse en Espagne, et prend en religion le nom d'Alexis, auquel on ajoute, selon la tradition capucine, le nom de son lieu de naissance, le petit bourg de Barbezieux.

Il étudie et approfondit la règle de saint François d'Assise en regard de celles de Vincent de Paul, d'Ignace de Loyola, de saint Dominique et de saint Bernardin. Il exerce à son tour ses talents de prédicateur auprès des fidèles de Narbonne.

13. Les Capucins constituent une branche de l'ordre franciscain. Ils ont été fondés en Italie par Mathieu de Basci, en 1525. L'ordre des Frères mineurs capucins a rapidement essaimé dans toute l'Europe. Leur travail pastoral est orienté vers la prédication et l'engagement social auprès des pauvres. Chassés de France au moment de la Révolution de 1789, ils y reviennent au XIX^e siècle et refondent plusieurs couvents, organisés en cinq provinces, dont celle de Toulouse pour le sud-ouest de la France. Les Capucins du Canada demeureront rattachés à cette province jusqu'en 1942.

Ottawa (1890)

En 1889, la loi du service militaire de la République française oblige tous les jeunes hommes, même les séminaristes qui en étaient auparavant exemptés, à servir en caserne pendant trois ans. On fait exception pour ceux qui passent dix ans à l'étranger. Cette loi pousse plusieurs congrégations religieuses à ouvrir leurs noviciats hors de France et à envoyer leurs postulants pendant au moins dix ans dans un autre pays.

Les Capucins de Toulouse n'y échappent pas et ils songent à établir un noviciat au Liban ou en Uruguay. Les supérieurs pensent à demander l'avis du jeune père Alexis qui a connu l'Amérique. Celui-ci propose plutôt le Québec, perçu comme une terre de liberté, profondément catholique et de langue française. Il est pris au mot et, en juin 1890, on l'envoie avec le père Ladislas de Paris, évaluer la possibilité d'une installation sur les rives du Saint-Laurent.

Mais les Capucins ne sont pas les seuls à débarquer au Québec. Des dizaines de congrégations françaises veulent s'y établir pour échapper aux lois laïques de la III^e République¹⁴. La mission des deux capucins de Toulouse semble vouée à l'échec. Tous les diocèses du Québec leur refusent une installation. Les Frères mineurs, arrivés peu de temps avant eux, occupent déjà les lieux et on ne veut pas multiplier ces ordres mendiants, qui détournent les quêtes diocésaines et des vocations du clergé séculier¹⁵.

À Ottawa, M^{gr} Joseph-Thomas Duhamel veut bien les accepter s'ils prennent la charge d'une nouvelle paroisse ouvrière, laquelle sera découpée sur celle qu'administrent les Dominicains et dont la croissance démographique

14. Sur cette question, voir Guy LAPERRIÈRE, *Les congrégations religieuses de la France au Québec, 1880-1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996-2005, 3 tomes.

15. Le professeur Laperrière a bien résumé l'évolution des communautés masculines franciscaines qui se sont fragmentées dès la fin du Moyen-Âge : « Une première bulle papale, en 1517, sépare les Conventuels des Observants. Ces derniers se multiplient en plusieurs groupes, selon les pays : Réformés, Alcantarins ou Déchaussés, Récollets, que Léon XIII réunit en 1897 en un seul groupe qu'on appellera Frères mineurs (tout court) ou Franciscains. C'est ce qu'on appelle l'Union léonine. Une autre réforme du XVI^e siècle fut celle des Capucins, qui rompirent avec l'Observance et devinrent rapidement les plus populaires et les plus nombreux. On a donc depuis 1897 trois familles se réclamant de saint François : les Conventuels, les Franciscains et les Capucins. Tous ces groupes se vouent mutuellement la plus grande charité, ce qui ne les empêche pas de se déchirer à belles dents pour l'obtention des droits, privilèges et zones d'influence. » G. LAPERRIÈRE, *Les congrégations religieuses [...]*, *op. cit.*, tome 1, p. 104.

est trop rapide. C'est un pis-aller, mais les Capucins prennent pied en sol canadien et fondent ainsi leur premier couvent en territoire ontarien.

Le père Ladislas retourne aussitôt en France et revient avec un groupe de sept profès et postulants en octobre 1890. Les premiers hivers canadiens sont pénibles pour ces Français méridionaux, mais la fondation de leur paroisse ouvrière d'Ottawa, dédiée à Saint-François-d'Assise, leur donne un élan et un projet pastoral. Le père Alexis se fait déjà une enviable réputation de prédicateur dans les paroisses franco-ontariennes et québécoises.

Dès lors, par ses voyages dans plusieurs régions du pays, il prend la mesure du contexte national et socio-économique du Québec et du Canada. Le commerce, l'exploitation forestière et l'agriculture dominant encore les activités économiques, mais il constate que, depuis quelques décennies, l'industrie, les manufactures, la marine et les chemins de fer se développent rapidement, comme le secteur minier qui prend forme à cette époque. Les populations urbaines progressent et, dans les faubourgs, des quartiers ouvriers se forment avec leurs cortèges de pauvreté et de problèmes sociaux¹⁶. Engagé dans un ordre religieux dévoué aux démunis, le père Alexis était bien placé pour comprendre l'évolution du monde dans lequel il vivait.

Rerum Novarum (1891)

En mai 1891, la célèbre encyclique sociale du pape Léon XIII, *Rerum novarum*, marque une date importante, où l'Église catholique prend enfin conscience de la réalité sociale des classes ouvrières. Depuis plus d'un demi-siècle en Europe, les socialistes et certains milieux catholiques plus progressistes alertaient l'opinion sur le sort des ouvriers, les premiers en revendiquant la justice et en dénonçant les inégalités sociales, les seconds, dans un esprit chrétien plus paternaliste, critiquaient l'égoïsme bourgeois et les lois répressives contre les unions ouvrières et souhaitaient des réformes. Certains hommes comme Frédéric Ozanam, Félicité de Lamennais, Charles Forbes de Montalembert, Albert de Mun et le dominicain Henri Lacordaire tentaient,

16. Sur la condition de vie des ouvriers québécois de l'époque, voir Jean de BONVILLE, *Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, L'Aurore, 1975, 253 p.

chacun à sa manière, de concilier le catholicisme et le monde moderne et de présenter l'Église comme le secours des ouvriers¹⁷. Mais une grande majorité de la hiérarchie catholique considérait la démocratie comme une hérésie, fille de la Révolution française, et bien des membres du clergé et de l'épiscopat contribuaient au conservatisme très antisyndical qui dominait au sein des classes dirigeantes. Trop attaché à l'ordre ancien, le catholicisme s'enlisait peu à peu, aveugle aux nouvelles réalités sociales.

La pensée catholique officielle s'aliénait un monde en mutation et restait sourde à ceux qui sonnaient le réveil. L'Église condamnait et censurait davantage qu'elle tentait d'écouter les grondements profonds de la société. Déjà en 1830, dans son journal *L'Avenir*, Lamennais dénonçait l'attitude résignée du clergé catholique, « recevant à genoux les doctrines serviles que le despotisme lui imposait ». Le clergé était ainsi devenu le « complice du pouvoir qui avait planté sa tente sur les derniers débris de la liberté chrétienne ». Les hommes, concluait-il, « trouvant la servitude près de l'autel, s'effrayèrent de Dieu¹⁸. » Dès l'année suivante, en

Une grande
majorité de
la hiérarchie
catholique
considérait la
démocratie
comme une
hérésie, fille de
la Révolution
française.

17. « L'Église et les travailleurs », *Le Canadien*, 31 juillet 1878, p. 2.

18. Félicité de LAMENNAIS, *L'Avenir*, 16 octobre 1830, cité dans le recueil *Articles de « L'Avenir »*, tome 1, Louvain, Valinhtout et Vandenzande, 1830, p. 2.

1831, Rome avait condamné le journal *L'Avenir*¹⁹. Les grandes convulsions révolutionnaires du siècle avaient poussé l'Église du côté des royalistes et des ultras. Toute révolte contre l'ordre et l'autorité établie pouvait encourir la damnation éternelle. Les longs pontificats de Grégoire XVI (1830-1846) et de Pie IX (1846-1878) laissèrent l'Église dans une vision traditionnelle, voire réactionnaire, face à la modernité du siècle.

Pourtant, en Europe comme en Amérique, tout au long du XIX^e siècle, la révolution industrielle contribue à l'émergence d'un prolétariat vivant dans des conditions misérables. Le libéralisme économique, toujours dominant au sein de la classe politique, limite l'action des gouvernements. L'économie nord-américaine en plein développement établit, au Canada comme ailleurs, des industries et des manufactures dans les villes et engendre la pauvreté. Même si la société québécoise est, à l'époque, encore majoritairement rurale, les ouvriers d'ateliers, de manufactures et d'usines forment déjà, dans les quartiers des villes, une classe en nette progression²⁰. Mais l'épiscopat et le clergé québécois de cette fin du XIX^e siècle ne prennent pas encore la mesure des changements qui s'opèrent dans le monde ni des idéologies qui le transforment²¹.

Dans un monde encore dominé par une pensée conservatrice, les choses, cependant, évoluent. Au Canada, en 1887, une Commission royale d'enquête est mise sur pied par le gouvernement fédéral de John A. Macdonald pour analyser les relations entre le capital et le travail. Cette commission répond aux enquêtes de la presse sur les abus du travail des femmes et des enfants, sur les conditions de santé et d'hygiène des ouvriers et sur les nombreux accidents de travail²². Aux États-Unis, l'archevêque de Baltimore, M^{gr} James Gibbons (1834-1921), publie un rapport très favorable au syndicalisme ouvrier

19. Par l'encyclique *Mirari Vos* (1831). Voir l'article : [https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Avenir_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Avenir_(France)) consulté le 2 mars 2023.

20. Fernand HARVEY, « La condition des travailleurs 1851-1896 », dans Jean HAMELIN [dir.], *Les travailleurs québécois, 1851-1896*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1973, p. 32-60.

21. Noël BÉLANGER et Jean-Guy LALANDE, « Les réactions devant la montée ouvrière », dans J. HAMELIN [dir.], *Les travailleurs québécois [...]*, op. cit., p. 163-167 ; Yvan LAMONDE, *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*, vol. 2, Montréal, Fides, 2004, p. 73-75.

22. Pour une analyse complète de ladite Commission, on consultera F. HARVEY, *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1978, 350 p.

Dans tous les pays confrontés à l'industrialisation, la question sociale se pose, forçant de plus en plus l'action des gouvernements et obligeant les autorités religieuses à prendre une position morale devant l'exploitation inhumaine des masses ouvrières.

et, en 1889, en Angleterre, le cardinal Henry Edward Manning (1808-1892), primat de l'Église catholique de Grande-Bretagne, étonne le monde en prenant fait et cause en faveur des débardeurs en grève à Londres²³. Dans tous les pays confrontés à l'industrialisation, la question sociale se pose, forçant de plus en plus l'action des gouvernements et obligeant les autorités religieuses à prendre une position morale devant l'exploitation inhumaine des masses ouvrières. Cette réflexion s'impose, car une pensée socialiste et laïque se développe et offre des solutions radicales, voire révolutionnaires, au problème ouvrier.

Répondre aux socialistes

Le texte pontifical de Léon XIII en 1891 condamne les abus du capitalisme, soutient les luttes ouvrières, mais attaque aussi la pensée socialiste agnostique, rationaliste et matérialiste. En France, en réponse au pape, le grand leader socialiste, Jean Jaurès, salue l'évolution du discours catholique qui donne raison aux pionniers de l'action sociale naguère condamnés, mais, écrit-il, en refusant les nécessaires réformes réclamées par la gauche depuis 1848, l'Église

23. Jules LEMIRE, *Le cardinal Manning et son action sociale*, Paris, Victor Lecoffre, 1894, 286 p.

veut seulement éviter que la justice sociale devienne l'apanage des impies. Il considère qu'en refusant d'aller au bout de sa pensée critique, l'Église demeure en porte-à-faux et que l'encyclique ne peut pas faire oublier *Le Capital* de Marx. Le pape, dit Jaurès, identifie bien le problème, mais refuse de le résoudre, car l'Église hésite à abattre le Veau d'or, craignant de tomber avec lui. Du moins, pour les socialistes, le pape reconnaît enfin que la charité, l'aumône et la promesse du paradis ne sont plus des réponses pertinentes aux injustices et aux inégalités. Mais l'Église, trop liée aux pouvoirs traditionnels, demeure «incapable de travailler efficacement à l'émancipation sociale des humbles²⁴».

Néanmoins, pour ceux qui croient en la mission sociale de l'Église, l'encyclique ouvrière de Léon XIII ouvre enfin un point de passage pour dialoguer et adapter le discours aux réalités de l'époque. En particulier, elle trouve une profonde résonance dans l'œuvre pastorale des Capucins. Ainsi, dès la publication de *Rerum novarum*, le père Alexis se met sérieusement à l'étude de cette nouvelle doctrine sociale de l'Église et de son évolution historique. Dans les conférences et les sermons qu'il livre sur le sujet, il tente de vulgariser le message et cherche à tracer un lien de continuité de la pensée catholique. Il veut surtout mettre en garde les fidèles contre les «dérives socialistes». Le pape, dit-il, lance un «cri d'alarme» et considère la révolution qui se prépare comme une réédition de celle de 1793²⁵. Rome a parlé, et l'Église ne prend plus le contre-pied des revendications syndicales ouvrières. Opposée au matérialisme historique, elle considère la finalité spirituelle du travail et prône un arbitrage juste et moral des grèves et des conflits.

En approfondissant le sujet, le père Alexis devient rapidement une référence en matière d'action sociale catholique et, peu à peu, les évêques le consultent sur le sujet. Il donne à Ottawa une série de cinq conférences, qui sont publiées à Montréal sous les auspices de l'archevêque d'Ottawa, M^{sr} Duhamel. Sa première conférence est un survol de la question sociale depuis l'Antiquité et de l'action civilisatrice du christianisme qui, dit-il, ont toujours défendu la vie humaine, la liberté et la propriété. En rendant à

24. Jean JAURÈS, « Le pape des ouvriers », *La Dépêche* (Toulouse), 1^{er} octobre 1891, p. 1; « Néant », *La Dépêche*, 27 avril 1892, p. 1; Frédéric CÉPÈDE, « Les socialistes français et l'encyclique *Rerum novarum* », dans « *Rerum novarum* ». *Écriture, contenu et réception d'une encyclique*, op. cit., p. 357-366.

25. ALEXIS DE BARBEZIEUX, *Cinq conférences sur l'encyclique de Léon XIII de la condition des ouvriers, prêchées dans la Salle Saint-Joseph, aux Sociétés ouvrières d'Ottawa*, Mile-End, Imprimerie de l'Institut des Sourds-Muets, 1892, p. 1. (Désormais, la pagination à cette référence est indiquée entre parenthèses.)

César ce qui lui appartient, selon l'Écriture, la foi chrétienne a, de son côté, contribué à libérer les peuples par la justice et par la charité. Au Moyen Âge, les relations de travail partagées entre maîtres et apprentis sont idéalisées comme un modèle à adapter au temps présent sous la forme d'un néocorporatisme.

La Révolution française a transformé l'ordre social en remplaçant les anciennes corporations par des monopoles. Cela a favorisé l'essor de la révolution industrielle bourgeoise, qui a pu user et abuser du nouveau modèle. L'individualisme, le prêt usuraire et le monopole atomisent la société et font de l'ouvrier une « poussière humaine ». Toute l'organisation industrielle et manufacturière s'appuie sur des objectifs de rentabilité qui est due aux patrons et aux actionnaires, mais en aliénant sa propre base. « L'ouvrier, affirme le père Alexis, est donc un étranger qu'on chasse pour un murmure, pour une absence, pour une maladie. Après vingt ans de travail assidu, il n'est pas plus assuré du lendemain. [...] L'ouvrier est un prolétaire qui mendie de l'ouvrage pour ne pas mourir de faim. » (p. 25-28)

Il oppose le paupérisme au luxe indécent de la bourgeoisie qu'il vilipende : « La bourgeoisie, c'est l'égoïsme hypocrite qui vit de mensonges et de grands mots sonores, mais dont le cœur est inaccessible à tout sentiment élevé. » C'est une « caste qui a tous les vices de la noblesse sans les vertus de générosité et de courage » (p. 35-36). La bourgeoisie a insulté et calomnié l'Église et maintenant qu'elle a peur des grondements sociaux qu'elle a engendrés, elle se tourne vers elle pour demander sa protection.

Le religieux considère que l'impiété et la perte de la foi sont à l'origine du mal. Le peuple a perdu sa « résignation joyeuse » et l'a remplacée par la colère et l'envie. « Aujourd'hui que l'on ne croit plus au paradis, comment se résigner aux injustices et à la misère de la vie ? » (p. 31) Il croit que l'avenir appartient aux associations ouvrières dont le pape reconnaît la légitimité²⁶. « Le peuple a besoin de se regrouper pour résister au capital et prendre même l'offensive contre lui. » Il égratigne au passage les francs-maçons et les Juifs et affirme que, grâce à ses principes de justice et de paix, l'Église demeure la détentrice de la vérité (p. 36-38).

26. Au Canada, les associations ouvrières n'étaient légales que depuis 1872 et continuaient à être interdites, au sein de plusieurs entreprises, par les patrons propriétaires.

Dans son deuxième exposé, le père Alexis parle des solutions que propose le socialisme. Il récuse l'idée que la propriété soit en elle-même une source d'inégalité et de vol, comme l'affirmait Pierre-Joseph Proudhon. Cependant, sa concentration entre les mains de quelques privilégiés n'est pas souhaitable et l'État doit disposer des pouvoirs de contrôle et assumer sa responsabilité. C'est le travail qui doit être source de richesse. «La terre n'a de valeur que par le travail de l'homme.» (p. 66) Le projet socialiste, croit-il, consacre le règne du fonctionnarisme, de la bureaucratie et de la hiérarchie de système. L'État doit être fiduciaire et non propriétaire, sinon on réinvente «l'esclavage comme au temps des Pharaons.» (p. 63)

Quant à la révolution rêvée par certains, elle ne sert qu'à transférer la richesse en d'autres mains. En 1789, rappelle-t-il, la bourgeoisie s'est associée au peuple pour renverser la monarchie, mais a refusé le partage équitable des dépouilles de l'Ancien Régime. Un siècle plus tard, malgré l'avancement d'un progrès matériel, le peuple se ruine et la bourgeoisie s'enrichit. «Les fortunes de quelques particuliers s'enflent d'une façon colossale aux dépens des masses. Dans chaque pays, une centaine d'hommes détiennent à eux seuls, la moitié de la fortune publique.» (p. 78) Quant aux économistes libéraux, ils bâtissent des théories savantes et statistiques pour asseoir un ordre bourgeois, une «science sans entrailles» qui n'est que «la pure expression de l'égoïsme.» (p. 43)

Sa troisième conférence développe la nouvelle doctrine de l'Église. Si le socialisme n'est pas le remède, réduisant la question sociale à une fin économique, l'Église n'est pas non plus l'État, mais «elle est l'âme de tout. C'est elle qui règne sur les cœurs, qui inspire les pensées; elle éclaire l'intelligence et dirige les volontés.» (p. 81) À ce chapitre, le père Alexis ne se distance pas du cléricisme traditionnel et du principe d'une religion d'État. L'Église ne doit pas se substituer à l'État, mais s'associer à lui pour le guider. Loin de miser sur la lutte des classes, elle tente, par son magistère, de les rapprocher. Elle agit comme un lubrifiant social.

Certes, le droit au bonheur existe et participe de la volonté divine, mais le bonheur se mérite. La souffrance et le travail sont des conditions du bonheur des ouvriers, comme le sportif qui s'impose discipline et privation pour mériter la couronne de laurier. (p. 100-102) L'Église rappelle aux ouvriers que promotion sociale n'est pas convoitise. Elle enseigne la patience, l'acceptation

L. D. M. F.

CINQ CONFÉRENCES

SUR

L'ENCYCLIQUE DE LEON XIII

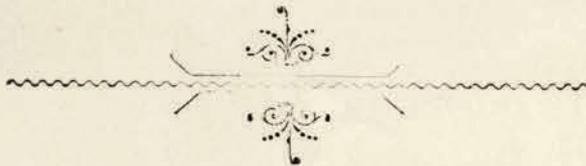
DE LA CONDITION DES OUVRIERS

*Prêchées dans la Salle Saint-Joseph, aux Sociétés
Ouvrières d'Ottawa*

PAR LE

Rév. PERE ALEXIS, Capucin

Avec l'approbation des Supérieurs de l'Ordre



MILE-END

IMP. DE L'INSTITUTION DES SOURDS-MUETS

1892

et l'expiation, mais elle n'admet pas que le patron exploite le pauvre et le traite en esclave. Par leur injustice et leur cupidité, les riches et les patrons commettent « un crime qui crie vengeance. » (p. 123)

Dans un quatrième volet, le conférencier aborde le rôle de l'État. Si l'Église guide, enseigne et persuade, le monde a néanmoins besoin de la force coercitive des lois. Sans empiéter sur les droits de l'individu, de la famille ou des corporations, l'État doit ajuster la loi pour contrer la corruption, encadrer l'ordre moral et conserver l'idéal de justice. C'est aussi son devoir de répartir équitablement les charges publiques en assurant le développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Le prédicateur capucin s'insurge contre les gouvernements qui dépensent des sommes folles pour l'armement et imposent le service militaire, « un des plus odieux esclavages sous lesquels l'humanité ne se soit jamais courbée. Les États font de tous leurs citoyens des soldats pour institutionnaliser la guerre plutôt que la fraternité humaine. » (p. 148) On devine ici la critique des politiques de la République française qui rêvait, à l'époque, d'une revanche contre l'empire allemand, en imposant la conscription même aux séminaristes. Bien sûr, l'État doit exercer une force régaliennne, mais qui doit toujours être pesée dans la balance de la justice, écrit-il.

Il dénonce aussi la collusion des politiciens et des hommes d'affaires qui briment les pauvres et les ouvriers laissés sans protection contre les accidents du travail, les salaires misérables, le travail des femmes et des enfants et les conditions de travail inhumaines, particulièrement dans les mines et les usines. Les lois doivent exiger un devoir moral des riches patrons entrepreneurs et protéger les masses ouvrières. L'égalité devant la loi exige que le pauvre soit soutenu par l'État. Quant aux grèves, elles sont légitimes, mais elles sont toujours un malheur que l'Église doit contribuer à soulager et l'arbitrage est souvent la meilleure des solutions. En cas de grief, la loi doit protéger le plus faible et il soutient que l'accès à la justice devrait être gratuit pour les pauvres. (p. 152)

Malgré sa méfiance des socialistes, il appuie le principe de l'impôt progressif sur le revenu (p. 160), une réforme depuis longtemps réclamée

par ceux-ci. Il considère la concentration des fortunes entre quelques mains comme un péril social. Imposer à un même taux le revenu du riche et celui du pauvre au nom de l'égalité n'est pas moral. Dans ce cas, l'égalité doit céder le pas devant la justice. L'impôt progressif est une façon de mieux répartir la richesse.

Le rôle de l'État n'est pas de fixer la durée de la journée de travail ni le salaire des ouvriers, mais il doit inscrire, dans la loi, un maximum pour l'une et un minimum pour l'autre. (p. 178) Le salaire minimum doit permettre à l'ouvrier de vivre et de subsister, d'où l'importance d'un contrat de travail négocié avec recours arbitral, auquel l'État doit accorder son soutien sans s'y substituer, en remplissant ainsi un rôle moral et tutélaire.

Dans sa dernière conférence, Alexis parle du droit de l'individu et de celui des associations. Il est terminé, le temps où les associations ouvrières étaient condamnées par la loi. Si des citoyens s'unissent dans un but d'entraide et de justice, ils exercent un droit naturel que nul ne peut nier. Il met cependant en garde contre l'action des sociétés secrètes, visant précisément les francs-maçons qui, selon lui, infiltrent des unions ouvrières internationales²⁷. Il leur préfère un encadrement national, confessionnel et clérical pour guider moralement les syndicats et les associations philanthropiques et ouvrières. Il craint qu'au contact de « sociétés ténébreuses », la foi « ne tarde pas à faire un triste naufrage. » (p. 200) En cette fin du XIX^e siècle, dans les milieux catholiques, on voyait partout l'œuvre de sape des francs-maçons.

Le modèle que privilégie l'Église est la corporation, réunissant les patrons et les ouvriers dans un domaine spécialisé et ayant conjointement la garde des intérêts communs. À la grande union des prolétaires du monde entier, on substitue les cellules professionnelles où les droits et devoirs des ouvriers s'harmonisent et se confondent avec ceux de leurs patrons. Dans les secteurs industriel et minier, il faut assurer des inspections rigoureuses

27. À l'époque où le père Alexis prononce ses conférences, l'archevêque de Montréal condamne, comme rencontre maçonnique, une grande assemblée des Chevaliers du Travail, une union américaine qui recrute des membres catholiques au Canada français. « Les Chevaliers du Travail », *Le Courrier du Canada*, 17 octobre 1891, p. 1. Déjà, dans les années 1880, l'archevêque de Québec Mgr Taschereau avait condamné cette organisation, mais, après un examen de la question, le pape Léon XIII avait, en 1887, levé cette condamnation officielle de l'organisation déjà bien implantée dans les milieux ouvriers aux États-Unis. Néanmoins, au Québec, une profonde méfiance demeure envers ce syndicat. Sur cette question, voir F. HARVEY, « Les Chevaliers du Travail, les États-Unis et la société québécoise (1882-1902) », dans F. HARVEY [dir.], *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 69-130 ; C. Van GESTEL, *La doctrine sociale de l'Église*, 3^e édition, Paris, Office général du livre, 1963, p. 61-62.

Si l'Église veut entrer dans un nouveau siècle, elle doit agir et s'engager dans la société et auprès des plus démunis, pour parvenir à une « œuvre de réconciliation sociale ».

et externes, dont la qualité est reconnue par les ouvriers eux-mêmes.

À ce monde idéal, presque utopique, il ajoute cependant l'importance d'un filet législatif qui marque les limites sociales de l'économie libérale, un régime universel d'assurances collectives, des caisses de retraite²⁸ et de secours mutuels, la création de coopératives incluant des banques populaires (p. 222), permettant un crédit honnête pour combattre le prêt usuraire²⁹. En marge de ces fondations et de ces réformes qu'il appelle de ses vœux, il rappelle le rôle social et charitable que joue l'Église catholique avec les patronages, les cercles ouvriers et les conférences Saint-Vincent-de-Paul, « qui secouent les cendres de l'égoïsme [et qui] raniment le feu des nobles instincts » (p. 237), ainsi que le Tiers-Ordre, qui associe la piété, la fraternité et le respect de l'autorité, véritable antidote du socialisme. (p. 238)

L'encyclique de Léon XIII annonce un nouveau catholicisme qui ne se contente plus de soulager la souffrance et de consoler la misère par « la simple

28. Des régimes de retraite existaient déjà pour les fonctionnaires, les militaires et à l'intérieur de certaines grandes sociétés. La nouvelle doctrine catholique l'étend à tous par un régime universel.

29. Une dizaine d'années plus tard, Alphonse et Dorimène Desjardins lancent les premières caisses d'épargne et un important mouvement coopératif soutenu par le clergé, qui allait contribuer à transformer le Québec.

espérance des biens célestes ». Si l'Église veut entrer dans un nouveau siècle, elle doit agir et s'engager dans la société et auprès des plus démunis, pour parvenir à une « œuvre de réconciliation sociale. » (p. 238-240)

Les conférences du père Alexis et leur publication, approuvée par les évêques, connaissent une large diffusion. Même le très conservateur et ultramontain Jules-Paul Tardivel les qualifie de « commentaire autorisé de la parole pontificale³⁰. » En peu de temps, le père Alexis s'impose comme une référence relative aux nouvelles réalités ouvrières de la société.

Ainsi, en 1891 et 1892, même si le problème ouvrier ne soulève pas au Canada le même intérêt qu'en Europe ou aux États-Unis, le public francophone peut recevoir le message surtout, il est vrai, par la voix de prêtres français sans doute plus sensibles à ces questions sociales. Entre le 29 août et le 10 octobre 1891, *Le Courrier du Canada*, quotidien conservateur de Québec, publie d'ailleurs une série de douze articles de François Perriot, supérieur du Grand Séminaire de Langres, en France, sur divers aspects de l'encyclique³¹.

Alexis de Barbezieux et les Capucins au Québec

L'accueil des publications du père Alexis et sa réputation de brillant prédicateur, souvent invité dans les paroisses du Québec, créent des conditions favorables à une entrée possible des Capucins français en terre québécoise. Ils y entrent d'abord timidement en 1894, à la demande de l'évêque de Rimouski, M^{sr} André-Albert Blais, qui leur confie la mission des Micmacs à Ristigouche (Listiguj), village situé à la frontière du Nouveau-Brunswick. Quant au père Alexis, il ne perd jamais une occasion de rencontrer M^{sr} Louis-Nazaire Bégin, administrateur de l'Archidiocèse de Québec, et son vicaire général, M^{sr} Cyrille-Alfred Marois, leur rappelant sa grande détermination d'établir un noviciat capucin à Québec, au cœur du Canada français.

L'occasion se présente enfin, mais dans des circonstances difficiles. Saint-Charles de Limoilou, la première paroisse de cette municipalité située

30. *La Vérité*, 9 juillet 1892, p. 3.

31. François PERRIOT, « L'encyclique *Rerum novarum* et ses enseignements », *Le Courrier du Canada*, 29 août 1891, p. 1; les articles suivants ont paru périodiquement jusqu'au 10 octobre.

aux portes de la capitale, est fondée en 1896. Son église, à peine terminée, est ravagée par un grand incendie en décembre 1899. La reconstruction, entreprise l'année suivante, a obéré les finances paroissiales, confiées au seul curé fondateur Albert Côté. Celui-ci, écrasé par les dettes et dépassé par la situation, abandonne sa paroisse et se retire aux États-Unis.

Déconcerté, l'Archevêché se retrouve avec une paroisse abandonnée par son pasteur et au bord de la banqueroute. M^{sr} Bégin, se souvenant des sollicitations du père Alexis, le convoque à Québec. Il lui offre de relever le défi et de prendre la charge de la paroisse de Limoilou avec une dette, imposante à l'époque, d'environ 50 000 \$³².

Le cadeau est empoisonné, mais le Père Alexis l'accepte, car il connaît bien la démographie urbaine de Québec et de ses banlieues. Il sait aussi évaluer un bilan financier. Il devine que la jeune municipalité de Limoilou³³ est appelée à se développer rapidement et qu'avec un programme de stricte économie, il sera possible d'amortir la dette au fil des années.

Le jour même, le 22 mai 1902, il signe, devant notaire, la prise en charge de la paroisse à titre personnel, puisque l'ordre des Capucins n'a pas encore d'existence légale au Québec³⁴. Le pari a pu sembler téméraire. Au notaire qui lui demandait ce qu'il avait à offrir en garantie pour prendre à son compte une pareille dette, il répondit qu'il avait sa bure, son cordon et son chapelet.

Il fait aussitôt venir d'Ottawa deux confrères, les Pères Albert de Pisani (Juste Gaillot) et Vital de Loubersan (Clément Vigneaux) qu'il nomme, respectivement, curé et vicaire de la paroisse. Trois jours plus tard, le dimanche 25 mai, le service religieux est rétabli à Limoilou ; les Capucins s'installent tant bien que mal dans un presbytère presque vide et amorcent un long travail de reconstruction³⁵.

32. G. GALLICHAN, « De Toulouse à Limoilou : un itinéraire capucin (1902-1934) », première partie, *Les Cahiers des Dix*, 56 (2002), p. 125-165 ; 2^e partie, 57 (2003), p. 151-204.

33. La municipalité de Limoilou a été créée en 1893 et fusionnée à la Ville de Québec en 1909.

34. La loi est adoptée à l'Assemblée législative du Québec en 1903.

35. Le couvent des Capucins a été construit en 1903 en agrandissant le vieux presbytère et en le joignant au chevet de l'église. C'est l'architecte Joseph-Pierre Ouellet qui en a signé les plans d'origine. En 1902, lorsque les pères Alexis, Albert et Vital prennent possession des lieux, la maison est pratiquement vide, car le mobilier de l'abbé Côté avait déjà été vendu à l'enchère.

L'aumônier syndical

En plus de relever la paroisse de Limoilou, M^{gr} Bégin impose un autre défi au père Alexis. Le 24 août 1902, il le nomme aumônier ou chapelain et conseiller des syndicats ouvriers³⁶, en particulier des travailleurs du cuir et de la chaussure, très nombreux dans la basse-ville de Québec. Bien sûr, sa connaissance de la doctrine sociale de l'Église le désigne à ce poste. Mais l'archidiocèse avait autant besoin d'un guide et d'un conseiller dans ce domaine, que les ouvriers eux-mêmes, et le père Alexis était déjà venu à leur rencontre l'année précédente.

On l'a vu, avant la publication de *Rerum novarum*, les syndicats ouvriers se heurtaient à l'hostilité des patrons et du clergé qui voyaient d'un mauvais œil les premières associations et surtout les organisations internationales³⁷. Au tournant du siècle, la situation se dégrade dans l'industrie de la chaussure à Québec. Les salaires de misère et les conditions de travail engendrent des problèmes endémiques d'alcoolisme et d'absentéisme des travailleurs. Certains tentent d'organiser des associations de défense des ouvriers dans le plus grand secret. Le 27 octobre 1900, pour casser une grève qui durait depuis le mois de juillet, les patrons provoquent un lockout, que l'on appelait à l'époque plus justement une « contre-grève », et ils ferment leurs manufactures pour anéantir le mouvement. Près de 4000 ouvriers sont touchés et revendiquent leurs droits.

Pour éviter la crise sociale, on demande alors l'arbitrage de l'archevêque de Québec, M^{gr} Bégin, médiation qui est acceptée tant par les patrons que par les ouvriers. Pour éclairer son action, l'archevêque demande discrètement les conseils du père Alexis et il parvient à régler le conflit et à légitimer le droit d'association ouvrière en jetant les bases de constitution des contrats de

36. « La question ouvrière à Québec », *La Semaine religieuse à Québec*, 15, 4 (13 septembre 1902), p. 50-52.

37. Sur l'histoire générale du syndicalisme au Québec, voir Bernard DIONNE, *Le syndicalisme au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 127 p.; Jacques ROUILLARD, *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, 335 p.; James D. THWAITES [dir.], *Travail et syndicalisme : origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 4^e édition, xii, 864 p.; J. ROUILLARD, « La singularité de l'histoire de la CTC-CNS (1912-1960) », *Bulletin d'histoire politique*, 30, 2 (été 2022), p. 11-31.

L'archidiocèse
avait autant
besoin d'un
guide et d'un
conseiller dans
ce domaine,
que les ouvriers
eux-mêmes.

travail³⁸. Pendant l'année 1901, le père Alexis a donc agi directement à titre de médiateur auprès des manufacturiers et des travailleurs de Québec, qui lui votent des remerciements « pour son trouble », c'est-à-dire pour sa peine et son dérangement³⁹.

En 1902, pour éviter une dérive des syndicats vers les unions internationales, M^{gr} Bégin crée la charge de chapelain et conseiller des organisations. Le climat social et les problèmes sont tels que les trois premiers prêtres nommés à ce poste ont reculé devant le défi et renoncé à la fonction⁴⁰. En acceptant de sauver la paroisse Saint-Charles de la déroute et en acceptant en plus la charge d'aumônier syndical, le père Alexis rendait donc un éminent service à l'archevêque Bégin.

La nouvelle est diffusée dans la presse. Des échos se rendent même jusqu'à Toulouse, où une revue franciscaine reprend l'information parue dans *La Semaine religieuse de*

-
38. Stanislas-Alfred LORTIE, *Compositeur typographe de Québec*, Paris, Société d'économie sociale, 1904, coll. « Les ouvriers des deux mondes », 3^e série, 10^e fascicule, reproduit dans P. SAVARD [dir.], *Paysans et ouvriers québécois d'autrefois*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1968, p. 130-143.
39. Lettre du père ALEXIS DE BARBEZIEUX à Mgr L.-N. Bégin, 28 janvier 1902, AAQ 71 CD 1902-1936, PP Capucins 1: 1-78, doc 3.
40. Ce furent E.-J.-A. Tourangeau, curé de Saint-Sauveur, Antoine Gauvreau, curé de Saint-Roch, et Paul-Eugène Roy, curé de Notre-Dame de Jacques-Cartier.



■ Le père Alexis de Barbezieux, en 1904.
(Archives provinciales des Capucins)

Québec⁴¹. En le nommant à cette charge, l'archevêque déclare miser sur sa « connaissance des hommes et des choses » et sur la sympathie liant les Capucins aux classes ouvrières.

Les qualités de négociateur du père Alexis lui ont en effet permis de conjuguer son travail pastoral à son service de conseiller auprès des ouvriers. D'abord reçu avec respect quoiqu'avec méfiance par les travailleurs, le père Alexis, fin diplomate et habile causeur, a su peu à peu, au cours des ans, gagner l'estime et la confiance des hommes.

41. « Nouvelles du Canada – La question ouvrière à Québec », *L'Écho de Saint-François et de Saint-Antoine de Padoue* (Toulouse), 108 (décembre 1902), p. 549-552. On reprenait la nouvelle parue dans *La Semaine religieuse de Québec*, 15, 4 (13 septembre 1902), p. 50-52.

En acceptant en plus la charge d'aumônier syndical, le père Alexis rendait donc un éminent service à l'archevêque Bégin.

En août 1907, il fait un voyage à Rome et obtient une audience du pape Pie x⁴², à qui il remet une lettre d'hommages des ouvriers catholiques de la capitale. En réponse, le pape autorise le capucin à bénir en son nom les travailleurs de Québec. Le père Alexis est de retour en septembre 1907, quelques jours à peine après la catastrophe de l'écroulement du pont de Québec qui avait fait près d'une centaine de morts et de blessés. Toute la ville était en deuil. En propagateur d'expérience, le père Alexis convoque à l'église Saint-Charles de Limoilou, une vaste délégation des ouvriers et travailleurs de la ville pour les reconforter dans l'épreuve et les bénir au nom du pape. Le dimanche 22 septembre, plusieurs milliers d'ouvriers venus des quatre coins de la capitale convergent vers Limoilou pour se recueillir et recevoir, sans doute avec émotion, la bénédiction pontificale par le truchement de leur chapelain⁴³.

Les syndicats ouvriers profitent de la fête du Travail, officiellement

42. Ce voyage s'inscrivait également dans une démarche pour demander au Vatican l'autorisation d'organiser, à Québec, un grand concile de l'Église canadienne prévu en 1909. AAQ 71 CD 1902-1936, PP capucins 1: 1-78, doc 14.

43. AAQ. Paroisse Saint-Charles de Limoilou. Cahiers de prônes 1907-1912, A-9*, f. 25 « Les ouvriers à Limoilou – une imposante démonstration », *L'Événement*, 23 septembre 1907, p. 1.

célébrée au Canada depuis 1894 le premier lundi de septembre, pour organiser une grande manifestation des travailleurs. Le père Alexis y participe activement en ouvrant la fête par une célébration religieuse et un sermon. En 1908, dans l'église de la paroisse ouvrière de Saint-Sauveur, le père Alexis prononce un sermon qui est aussitôt publié sous forme de brochure. Il y rappelle que l'Église se veut l'armure des humbles et des faibles. Le christianisme, dit-il, a porté dans son sein le germe qui devait tuer l'esclavage. « Lorsque la doctrine de liberté, d'égalité, de fraternité, de justice et de charité prêchée par Jésus-Christ fut portée [...] aux quatre coins du monde connu, les peuples [...] s'éveillèrent à la lumière⁴⁴ ». Il rappelle les vertus des anciennes corporations qui rapprochaient le maître de l'ouvrier apprenti, il défend l'Église qui, dit-il, n'a pas trahi les peuples au profit des riches. L'Église soutient les lois sociales et approuve les unions ouvrières. En cas de conflit, elle offre son arbitrage pour éviter les grèves ou régler les conflits, pour défendre les droits des uns en respectant ceux des autres. L'arbitrage, insiste-t-il, « n'est pas la justice ; c'est quelque chose de mieux, c'est l'équité⁴⁵. » Il met en garde contre les faux pasteurs que sont l'Internationale socialiste et la franc-maçonnerie⁴⁶.

La reconnaissance de l'action syndicale par l'Église encourage la parole des travailleurs sur la scène politique où des candidats « ouvriers » se présentent aux élections à Montréal et à Québec. Peu réussissent à s'imposer devant de grands partis, mais ils font souvent une lutte serrée aux candidats libéraux ou conservateurs⁴⁷. En 1909, la circonscription de Saint-Sauveur à Québec élit son premier député ouvrier à l'Assemblée législative, Joseph-Alphonse Langlois, un manufacturier de chaussures, fils d'un charretier de Saint-Roch. On peut imaginer qu'il peut à l'occasion demander conseil auprès du chapelain de son syndicat. Il est réélu en 1912, grâce à un discours modéré.

44. ALEXIS DE BARBEZIEUX, *Sermon prononcé à l'église de Saint-Sauveur, le 6 septembre 1908, à l'occasion de la fête du Travail*, Québec, L'Action sociale, 1908, p. 5.

45. *Ibid.* p. 10-11.

46. Pour un reportage complet de cette fête avec ses discours, ses défilés, ses jeux et ses pique-niques, voir *L'Action sociale* (Québec), 8 septembre 1908, p. 4-7.

47. J. ROUILLARD, « L'action politique ouvrière 1899-1915 », dans F. DUMONT et coll. [dir.], *Idéologies au Canada français 1900-1929*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 267-312 ; « Parti socialiste ouvrier – Programme – Septembre 1894 », dans *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, choix de textes et présentation par Yvan Lamonde et Claude Corbo, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 287-290.

Le clergé veillait à éviter une radicalisation et une dérive du mouvement ouvrier vers la gauche⁴⁸.

La crainte du socialisme et la Grande Guerre

En effet, l'Église n'est pas la seule à prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière. En Amérique, comme en Europe, se développe un syndicalisme non confessionnel qui porte haut le discours critique des abus du libéralisme économique, lequel faisait de la misère des ouvriers l'inévitable condition du progrès.

Malgré l'action soutenue de l'Église, le père Alexis sent que des forces sont à l'œuvre, dont le discours peut facilement doubler le catholicisme sur une vision plus concrète, réformiste et progressiste des problèmes sociaux. Voyageant assez souvent en Europe, il est conscient de la force des grandes voix, comme celle de Jules Guesde (1845-1922) ou de Jean Jaurès (1859-1914), auprès des masses ouvrières. La montée de la gauche en France à la veille de la Grande Guerre de 1914 lui inspire les plus grandes craintes. Il constate en 1912 ce qu'il appelle les « menaces non déguisées du socialisme qui fait parmi les prolétaires d'effrayants progrès⁴⁹. »

L'adversaire est bien identifié, c'est toujours le socialisme, et il faut le dénoncer avant que son influence se fasse sentir au Canada français. C'est l'occasion d'un autre sermon prononcé à la fête du Travail en 1912, lequel est remarqué et publié par *L'Action sociale*⁵⁰. Reprenant des thèmes qu'il a déjà abordés vingt ans plus tôt dans ses conférences, il reconnaît le problème des inégalités sociales et la nécessité d'une meilleure répartition des richesses, mais récuse les thèses socialistes qui sont, par définition, matérialistes et collectivistes.

48. En général, le député Langlois soutient les politiques du gouvernement libéral de Lomer Gouin.

49. ALEXIS DE BARBEZIEUX, « L'état religieux et politique de la France contemporaine », *La Nouvelle-France*, 11, 12 (décembre 1912), p. 555.

50. ALEXIS DE BARBEZIEUX, *Sermon sur le socialisme. Prononcé dans l'église de Saint-Sauveur de Québec, par le Rév. Père Alexis, capucin, chapelain des Ouvriers, à l'occasion de la fête du Travail, 1^{er} sept. 1912*, Québec, L'Action sociale Itée, 1912, 7 p.

Cependant, à l'époque, le discours catholique touche un point de rupture en tentant de concilier un syndicalisme confessionnel et local avec des entreprises internationales imposant leurs règles bien loin de l'atelier et des travailleurs. À Québec, une nouvelle grève de la chaussure survient à la fin de l'année 1913 chez les manufactures *Gale Brothers ltd* et *John Ritchie Co.*, des grandes compagnies établies dans le quartier Saint-Roch. En quelques jours, la grève s'étend à 15 autres manufactures et, le 2 janvier 1914, plus de 3000 ouvriers ont cessé le travail. Le père Alexis de Barbezieux, M^{sr} Paul-Eugène Roy, évêque auxiliaire de Québec, et Joseph-Alphonse Langlois, le député ouvrier de Saint-Sauveur à l'Assemblée législative, agissent comme médiateurs, mais les compagnies refusent de discuter avec les syndicats et veulent traiter individuellement avec les travailleurs et les travailleuses. Le conflit s'enlise pendant des semaines et affecte toute l'économie de la ville⁵¹. On parvient à un nouveau contrat de travail qui

La montée de la gauche en France à la veille de la Grande Guerre de 1914 lui inspire les plus grandes craintes.

51. « Le travail est suspendu dans 15 manufactures », *Le Soleil*, 31 décembre 1913, p. 1; « Quinze manufactures de chaussures sont fermées », *L'Action sociale*, 2 janvier 1914, p. 1; « Les machines restent encore silencieuses », *Le Soleil*, 5 janvier 1914, p. 1; « La crise ouvrière de Québec », *La Semaine religieuse de Québec*, 26, 17 (8 janvier 1914), p. 269-271.



■ Atelier de cuir dans le quartier Saint-Sauveur de Québec, vers 1900. (Archives de la Société historique de Limoilou – D. Guillot)

est finalement signé à la mi-février⁵², mais la crise témoigne des limites du discours catholique et de la fragile structure syndicale. Les patrons, se voulant maîtres chez eux, savent diviser pour régner. On joue d'un petit syndicat contre un autre et, comme tous les ouvriers d'une même entreprise ne sont pas syndiqués, on refuse de reconnaître leurs délégués comme interlocuteurs. Dans un tel conflit social et économique, le patronat accorde peu de place à la morale, à la justice ou à la charité.

L'Église refuse toujours à ses ouailles de défier la loi, même lorsque celle-ci défavorise les salariés. Ainsi, l'accréditation syndicale obligatoire mettra longtemps à s'imposer dans les lois et les statuts ; ce qui peut engendrer des iniquités et provoquer des grèves⁵³. En juin 1914, le père Alexis, fidèle à

52. « Ils en viennent à une entente », *Le Soleil*, 14 février 1914, p. 16 ; « Les ouvriers en chaussures retournent au travail », *Le Soleil*, 16 février 1914, p. 1, 3.

53. Il faudra attendre jusqu'en 1947 pour qu'on applique le principe d'adhésion obligatoire à un syndicat accrédité (Formule Rand).

la doctrine, prononce une causerie devant les journaliers-manœuvres, où il rappelle les principes de droit naturel et de droit divin qui doivent toujours respecter la loi⁵⁴.

Le père Alexis quitte le poste d'aumônier syndical en 1914. La longue grève des travailleurs de la chaussure et les limites de l'action ouvrière du clergé ont peut-être motivé sa démission. En quittant la fonction qu'il a occupée pendant douze ans, le père Alexis écrit au cardinal Bégin que le rôle d'un aumônier syndical devait être d'abord de se taire et de ne parler que lorsque l'assemblée le lui demande. C'est assurément un sage conseil qui n'aura pas toujours été scrupuleusement suivi par ses successeurs. Au fond, Alexis considère simplement qu'avant de parler du haut de son magistère, l'Église doit d'abord écouter et comprendre pour mieux guider.

On peut dire que le père Alexis s'est donné sans réserve à sa fonction de guide spirituel des travailleurs. Il a su partager les rôles et ne pas confondre les meneurs d'hommes et les meneurs d'âmes. L'abbé Eugène Delisle, son deuxième successeur, lui dédie en 1926 un hommage bien senti qui mérite d'être cité :

Le rôle d'un
aumônier
syndical devait
être d'abord
de se taire et
de ne parler
que lorsque
l'assemblée le lui
demande.

54. « Causerie du Rév. Père Alexis », *L'Action sociale*, 19 juin 1914, p. 8.

Trois fois par semaine, hiver comme été il accourait à pied à la Bourse du Travail, du fond de Limoilou. Le service du tramway ne s'étendait pas jusque-là à cette époque. Il fallait être héroïque pour tenir à pareille besogne. Les séances étaient longues, souvent fastidieuses. Le bon Père était au poste toujours, il intervenait rarement dans la discussion invariablement à la fin, et avec cette finesse, ce tact et cette distinction dont il avait seul le secret et qui faisait accepter son avis avec beaucoup de déférence. Sa présence dans les réunions ouvrières, ainsi que sa manière délicate de toucher les problèmes les plus épineux, furent un bienfait inestimable de la Providence pour les syndicats catholiques débutants. Son influence fut considérable sur les esprits, et son souvenir reste en vénération. [...] Très au fait de toutes les questions économiques, esprit pondéré, jovial et franc, il sut gagner le cœur de ces hommes et exerça sur eux une véritable emprise. C'est ce qui lui permit de faire pénétrer de plus en plus l'idée catholique dans la marche de ses syndicats et de sortir avec honneur des difficultés parfois très graves qu'il rencontra⁵⁵.

De son côté, le journaliste Jules Dorion écrit en 1937: «On n'imagine pas ce qu'il fallut de démarches, de patience et de dévouement au bon père Alexis pour se faire accepter.» Il assistait assidument, en effet, à de longues et lassantes réunions baignées d'un opaque nuage de fumée de tabac. Pourtant, écrit-il, les hommes ont

fini par s'habituer à la présence de cet être toujours souriant et muet, puis à la désirer. Quand on se décida à lui demander son opinion, on fut aussi charmé de la délicate opportunité de ses avis, qu'ébloui par l'esprit dont il émaillait ses moindres remarques. Après quelques années de ces patientes approches, les plus méfiants étaient convaincus que le bon père Alexis était un ami des ouvriers⁵⁶.

Cette impression est aussi confirmée par l'abbé Adrien Caron (1897-1993), qui, ayant connu le père Alexis dès 1919, écrivait en 1989:

Un de ses plus grands mérites a certes été de se faire accepter dans le milieu ouvrier très envenimé peu après 1900 [...]; les réunions avaient lieu à Saint-Sauveur dans l'ancienne remise des « petits chars à chevaux ». À pied, aller et retour; longues soirées dans la boucane, à écouter, attendant pour parler qu'on lui demande son avis sur un sujet⁵⁷.

55. Eugène DELISLE, « Noces d'argent des premiers syndicats catholiques à Québec », *Almanach de l'Action sociale catholique*, 10^e année, 1926, p. 117-119.

56. Jules DORION, « Après trente ans », *L'Action catholique*, 19 août 1937, p. 4.

57. Lettre de l'abbé Adrien CARON à Maurice Hébert capucin, 24 novembre 1989, Archives provinciales des Capucins (désormais : APC), Fonds Alexis de Barbezieux, H-18-2, boîte 1.



C'est donc avec sagesse et diplomatie que le père Alexis traduit, dans le milieu des travailleurs québécois, le virage social que le pape Léon XIII donne à l'Église catholique. Ce virage est considérable à l'époque et il bouscule plusieurs positions traditionnelles du Vatican⁵⁸. Déjà, en 1885, dans l'encyclique *Immortale Dei*, Léon XIII avait reconnu le droit des peuples de choisir un régime politique adapté à leurs volontés si celui-ci était basé sur des valeurs de droit et de justice. Le trône n'est donc plus le seul palladium de l'autel et il est possible d'être catholique sans être royaliste. Le catholicisme est conciliable avec la démocratie et le parlementarisme et, en France, les croyants peuvent se rallier à la République, ce qui choque de nombreux catholiques conservateurs. En 1888, l'encyclique *Libertas* développe l'idée thomiste de la liberté comme don de Dieu. En 1890, le pape soutient la conférence internationale de Berlin sur la réglementation du travail dans l'industrie et les mines. Ces appels universels redonnent à l'Église une autorité morale qui contribue à effacer l'humiliation de la perte de ses États en 1870. Plus noblement, en 1891, le pape appelle les catholiques à réagir contre « le colossal abus de la pauvreté et de la faiblesse » en signant ce qui fut appelé par certains une « grande charte des ouvriers⁵⁹ » et un « évangile du Travail⁶⁰ ».

Ayant connu l'Ancien et le Nouveau Monde, Alexis a compris que l'Église pouvait encore jouer un rôle social et politique actif en s'offrant comme guide moral de l'État et guide spirituel des ouvriers. Le catholicisme a voulu établir un concordat moral, pour inspirer aux gouvernements des lois sociales qui puissent marquer les limites du capitalisme et du libéralisme économique. On a ainsi repoussé la séparation de l'Église et de l'État, tout en s'assurant d'empêcher le socialisme de gagner les masses ouvrières ou d'influencer les législations. Les propagateurs de *Rerum novarum*, comme le père Alexis, ont travaillé à un programme d'action sociale catholique qui devait encadrer presque tous les aspects de la vie collective, mais qui obligeait, en retour,

58. Karl von ARETIN, *Les papes et le monde moderne*, Paris, Hachette, 1970, p. 156-162.

59. Mgr Louis BAUNARD, *Un siècle de l'Église de France 1800-1900*, Paris, C. de Poussielgue, 1902, p. 360-362.

60. « Le grand pape », *L'Union* (Saint-Hyacinthe), 22 juillet 1903, p. 1.

une adaptation de l'Église aux réalités nouvelles de la société en lui ouvrant certaines perspectives de modernité.

Les premiers pas du syndicalisme catholique ont permis au clergé d'élaborer une réflexion et un plan de développement social, notamment chez les Jésuites avec l'École sociale populaire. En 1921, le clergé a favorisé le regroupement des petits syndicats catholiques et soutenu la création de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, la CTCC, devenue plus tard, la Confédération des syndicats nationaux, la CSN. D'autres membres du clergé, comme M^{gr} Eugène Lapointe (1860-1947), évêque de Chicoutimi, grand défenseur des travailleurs du Saguenay, ont repris les causes défendues quelques années plus tôt par le père Alexis. L'action de l'archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau, en faveur des grévistes de l'amiante en 1949, est demeurée un exemple notoire de l'engagement catholique auprès des travailleurs. Pendant 50 ans, les évêques du Québec ont cherché à harmoniser l'action sociale catholique aux dossiers traditionnels du clergé, comme l'agriculture et la colonisation, les relations avec l'État, le travail du dimanche ou la coopération, jusqu'à ce que la laïcité s'impose et, avec la Révolution tranquille, efface bientôt la confessionnalité au sein des affaires sociales⁶¹.

Après son retrait de l'action catholique ouvrière en 1914, le père Alexis a participé à des congrès, des séminaires et des conciles locaux. On l'a réclamé pour des retraites au clergé, des panégyriques, des sermons de circonstances. Il aurait prêché dans plus de mille paroisses au Québec, au Canada, aux États-Unis, à la Guadeloupe et en France⁶².

Outre les causes sociales et catholiques qui lui tenaient à cœur, on retrouve à cette époque le père Alexis engagé pour la défense de la langue française au Québec, mais aussi en Ontario, où il se dresse contre le tristement célèbre Règlement XVII⁶³, et en Acadie pour réclamer l'ouverture d'écoles françaises.

61. Jean HULLIGER, *L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*, Montréal, Fides, 1958, 373 p.

62. G.-M. DUMAS, « Bio-bibliographie du T. R. Père Alexis de Barbezieux, capucin », *op. cit.*, p. 15.

63. Il a notamment rédigé, vers 1927, un rapport sur les griefs et les persécutions que subissent à l'époque les francophones hors Québec et un autre sur les droits de la langue française en Ontario. APC, Fonds Alexis de Barbezieux, H-18-2.

Il croyait beaucoup au pouvoir de la presse et il a d'ailleurs publié de nombreux articles, notamment dans *Le Droit*, à Ottawa, dans *Le Devoir* et *La Presse*, à Montréal, et surtout dans *L'Action catholique*, à Québec, sans compter des dizaines d'autres dans les revues franciscaines. Sa bibliographie, dressée en 1956, est impressionnante ; elle recense 325 titres d'articles, de monographies, d'essais, de recueils, d'ouvrages de morale et d'histoire⁶⁴.

Avant de quitter Limoilou, il publie la première monographie sur l'histoire du quartier⁶⁵. Par la suite, il se consacre au sanctuaire du Sacré-Cœur de La Réparation, à Pointe-aux-Trembles à l'est de Montréal, où les Capucins s'installent en 1921. Le père Alexis y passe les dernières années de sa vie.

Dans une note de 1937, il écrivait une phrase qui résume bien sa carrière et sa vie : « La gloire de l'homme ne consiste point dans les bons désirs ; tous en ont ; elle consiste dans la résistance au découragement. La velléité n'est rien, la volonté c'est tout⁶⁶. » En abordant l'étude de la doctrine sociale de l'Église, le père Alexis a cherché à mettre en pratique l'engagement et l'humanisme chrétien qui l'accompagnaient depuis sa jeunesse et que l'on trouve dans l'œuvre de philosophes chrétiens qui ont influencé le xx^e siècle, comme Jacques Maritain (1882-1973), Gabriel Marcel (1889-1973) ou Emmanuel Mounier (1905-1950).

Le père Alexis décède en 1941, à l'âge vénérable de 87 ans. À cette occasion, son confrère, Placide Roberge, lui rend un témoignage, qui salue en lui l'honnête homme, au sens ancien de cette expression, cultivé, toujours amène, affable et courtois :

[Le père Alexis] fut un capucin légendaire, le type du capucin français et canadien. À lui seul, il rendit le capucin populaire dans tout l'Est du Canada. Par sa prédication, sa bonhomie, son esprit classique, sa parole si facile, il fut admiré partout où il fut appelé. Bon père avec les simples et les petits, également à l'aise avec les évêques, les universitaires et les messieurs du gouvernement, il charma pendant 50 ans la population française du Québec et de l'Ontario. [...] Quel aimable causeur⁶⁷ !

64. G.-M. DUMAS, « Bio-bibliographie du T. R. Père Alexis de Barbezieux, capucin », *op. cit.*

65. ALEXIS DE BARBEZIEUX, *Histoire de Limoilou*, Québec, L'Action sociale Ltée, 1921, 131 p. ; ouvrage réédité en 2021 par la Société historique de Limoilou, 173 p.

66. ALEXIS DE BARBEZIEUX, note manuscrite, 3 décembre 1937, APC, fonds Alexis de Barbezieux, H-18-48, boîte 1.

67. Placide ROBERGE, [Notice nécrologique du père Alexis], APC, fonds Alexis de Barbezieux, H-18-48, boîte 1.

Figure oubliée de l'historiographie, le père Alexis de Barbezieux aura été un pionnier de la prise de conscience de la condition ouvrière et de l'acceptabilité sociale des premiers syndicats catholiques à Québec. Il a joué un rôle discret, mais néanmoins important au cours de la période cruciale qui a précédé la fondation, en 1921, de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, laquelle est devenue plus tard la CSN.

Résumé / Abstract

Gilles Gallichan (membre émérite): Alexis de Barbezieux et la question ouvrière au tournant du xx^e siècle [Alexis de Barbezieux and the Labour Question at the Turn of the 20th century]

Le père Alexis de Barbezieux, capucin, né Georges Derouzières (1854-1941), est un des premiers propagateurs au Canada français de la doctrine sociale de l'Église, inaugurée par l'encyclique du pape Léon XIII, *Rerum novarum* (1891). Sensible aux réalités des travailleurs, il a donné des conférences et prêché dans de nombreuses paroisses pour vulgariser la pensée de l'Église et soutenir l'action des ouvriers. Nommé aumônier des syndicats catholiques de Québec en 1902, il a agi pendant douze ans comme médiateur et conseiller, toujours avec tact et diplomatie. Fort de l'expérience d'une vie riche et étonnante, il a contribué à ouvrir l'Église catholique à une certaine modernité au début du xx^e siècle.

Mots-clés: Alexis de Barbezieux — Capucins — *Rerum novarum* — Église catholique — doctrine sociale — syndicalisme catholique — ouvriers

Father Alexis de Barbezieux, capuchin, born Georges Derouzières (1854-1941), was one of the first propagators in French Canada of the social doctrine of the Church, inaugurated by the encyclical of Pope Leo XIII, *Rerum novarum* (1891). Sensitive to the realities of the workers, he gave conferences and preached in many parishes to popularize the thought of the Church and support the action of the workers. Appointed chaplain to the Catholic unions of Quebec in 1902, he acted for 12 years as a mediator and adviser, always with tact and diplomacy. With the experience of a rich and astonishing life, he contributed to opening up the Catholic Church to a certain modernity at the beginning of the 20th century.

Keywords : Alexis de Barbezieux — Capuchins — *Rerum novarum* — Catholic Church — social doctrine — catholic unionism — labour